



## Assemblée générale

Distr. générale  
26 novembre 2012  
Français  
Original: espagnol

---

**Conseil des droits de l'homme**  
**Groupe de travail sur la détention arbitraire**

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention  
arbitraire à sa soixante-quatrième session,  
27-31 août 2012**

**N° 37/2012 (Espagne)**

**Communication adressée au Gouvernement le 25 mai 2012**

**Concernant: Adnam El Hadj**

**Le Gouvernement espagnol n'a pas répondu à la communication du Groupe  
de travail.**

**L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.**

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010. Conformément à ses Méthodes de travail (A/HRC/16/47, annexe), le Groupe de travail a transmis la communication au Gouvernement.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

### Informations reçues

#### *Communication émanant de la source*

3. M. Adnam El Hadj, de nationalité marocaine, a été arrêté à Madrid par des agents de la Police nationale, lors d'un contrôle d'identité. Il a été conduit dans le Centre de rétention pour étrangers situé dans le quartier d'Aluche (district de Latina, Madrid), où il a été placé en détention. Il a été inscrit sous le matricule 933 et placé dans une chambre avec trois autres détenus, dans le «module 1», au 1<sup>er</sup> étage.

4. Selon la source, le 8 mai 2012 à 4 heures, plusieurs policiers sont entrés dans la chambre de M. El Hadj pour commencer la procédure d'expulsion d'un autre Marocain. M. El Hadj s'est réveillé, a fait ses adieux à son compagnon de cellule, puis a insulté les policiers, les traitant de racistes. Les policiers lui ont alors passé des menottes et entravé les jambes, et, en le traînant par les cheveux, lui ont fait descendre des escaliers qui menaient à la cantine, où ils l'ont obligé à s'agenouiller et l'ont frappé à coups de poings, de pieds et de matraque. L'escalier où M. El Hadj a été agressé se trouve dans une zone qui n'est pas couverte par le système de vidéosurveillance du centre de rétention. Pendant qu'ils le frappaient, les policiers auraient dit à M. El Hadj: «Tu viens en Espagne pour manger gratis. Tu vas te tirer d'ici et ils n'ont qu'à te donner à manger dans ton pays, Arabe de merde.». Ils ont également insulté son père et sa mère.

5. Sur les cinq policiers qui l'ont frappé, M. El Hadj n'a pu en identifier qu'un, celui qui portait le numéro n° 121224. Deux des policiers qui l'ont frappé étaient de petite taille et avaient une barbe. Comme les autres, ils avaient relevé leur blouson pour ne pas être identifiés. Deux autres policiers ont regardé le passage à tabac mais n'y ont pas participé. Quand ils sont retournés dans la chambre, les policiers ont fait sortir les autres détenus et ont recommencé à frapper M. El Hadj. En partant, ils ont emmené le matelas et laissé M. El Hadj allongé par terre.

6. La source affirme que M. El Hadj avait été victime d'insultes racistes et xénophobes dès son arrivée au centre de rétention d'Aluche.

7. Après ce passage à tabac, les détenus du centre de rétention ont refusé de prendre leur petit-déjeuner, en signe de protestation. Le service médical du centre (SERMEDES) a établi un rapport médical attestant les nombreuses contusions et coups subis lors d'une agression commise pendant la nuit par des policiers, et ordonnant le transport de M. El Hadj à l'hôpital universitaire 12 de Octubre de Madrid. Cependant, M. El Hadj n'a pas été transporté à l'hôpital. Un examen médico-légal n'a pas non plus été ordonné et les lésions n'ont pas été photographiées. M. El Hadj n'a pas reçu les soins médicaux et hospitaliers auxquels il avait droit.

8. La source ajoute qu'en Espagne les centres de rétention d'étrangers ne sont pas l'objet d'une réglementation adéquate. Les détenus ne peuvent pas s'adresser aux juges ou aux procureurs pour déposer un recours ou une plainte. Ils ne peuvent pas non être assistés par l'avocat de leur choix. Dans une ordonnance judiciaire datée du 21 décembre 2011, et signée par Ramiro García de Dios, juge du tribunal d'instruction n° 6 de Madrid, qui est l'un des juges responsables de la supervision et du contrôle du centre de rétention d'Aluche, il est relevé que la «surpopulation carcérale et le manque d'espace sont flagrants» dans ce centre de rétention, où les chambres «sont totalement inadéquates et dépourvues de sanitaires». La nuit, les détenus sont enfermés dans leur chambre et il leur est interdit de sortir pour faire leurs besoins.

9. La source ajoute que les étrangers malades, même ceux qui ont une maladie contagieuse, sont dans les mêmes locaux que les autres. Elle indique qu'une femme, Samba M., est morte de méningite dans le centre de rétention d'Aluche sans avoir reçu le moindre traitement. Les étrangers en détention ne peuvent recevoir la visite de leurs proches qu'en fin de journée, brièvement. Les organisations non gouvernementales ne sont autorisées à entrer dans le centre qu'aux heures de visite.

10. Selon la source, les conditions de détention sont encore plus mauvaises dans le centre de rétention d'Aluche que dans les prisons espagnoles. Les étrangers sont conduits dans ce lieu après un contrôle d'identité, sans véritable surveillance ni contrôle effectif du parquet ou des juges d'instruction.

11. M. El Hadj a été placé dans le centre de rétention d'Aluche simplement parce qu'il n'avait pas pu prouver qu'il résidait légalement en Espagne, sans avoir commis de délit.

#### *Réponse du Gouvernement*

12. Le Gouvernement n'a pas répondu à la communication qui lui a été transmise. Le Groupe de travail considère qu'il est en mesure de rendre un avis sur cette affaire.

#### **Délibération**

13. La relation des faits, ainsi que les vérifications faites par le Groupe de travail montrent que le citoyen marocain Adnam El Hadj, qui se trouvait en Espagne en tant que demandeur d'asile, a été arrêté le 8 mai 2012 en vue d'être expulsé et a subi de la part de fonctionnaires de police les mauvais traitements décrits dans la communication. Au centre de rétention d'étrangers où il a été conduit, M. El Hadj a été l'objet de brimades, de mauvais traitements et de torture, et d'insultes à contenu fortement raciste – et donc discriminatoire, comme «Tu viens en Espagne manger gratis.» et «Ils n'ont qu'à te donner à manger dans ton pays, Arabe de merde.». Il a réussi à identifier l'un des policiers grâce à son numéro d'identification mais tous les policiers s'étaient couvert le visage pendant qu'ils commettaient des actes de torture. Les mauvais traitements ont été d'une telle gravité que les autres détenus ont protesté en refusant de prendre le petit-déjeuner. Tous les faits ont été consignés dans un rapport médical et sont décrits dans les témoignages de défenseurs des droits fondamentaux des migrants.

14. L'expulsion, qui devait en principe avoir lieu dans les jours suivants, aurait été avancée au 8 mai 2012 en raison de l'agitation provoquée dans l'établissement et des observations faites par des travailleurs humanitaires qui avaient eu connaissance des faits.

15. Les fonctionnaires de police qui ont arrêté M. Adnam El Hadj n'ont pas présenté de mandat d'arrestation. L'intéressé n'a pas eu la possibilité de former un recours effectif, comme le prévoient l'article 8 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et les articles 2, paragraphe 3 et 9, paragraphe 4, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et, plus spécifiquement encore, le texte de l'article 62, paragraphe 2, de la loi espagnole relative aux droits et libertés des étrangers en Espagne et à leur intégration

sociale. Il n'a pas non plus été traité avec le respect de sa dignité, comme l'exige l'article 10, paragraphe 1, du Pacte.

16. M. El Hadj aurait été transféré à Tarifa puis – on le suppose – été expulsé vers le Maroc.

17. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté de M. El Hadj a été arbitraire en raison de l'absence de mandat d'arrestation et du fait qu'il n'a pas eu accès rapidement à des recours juridictionnels afin d'obtenir la fin de sa privation de liberté et des mauvais traitements qui lui étaient infligés.

18. Si les Méthodes de travail du Groupe de travail prévoient que dans le cas où la personne détenue a été libérée l'affaire est classée, elles lui permettent également, s'il l'estime nécessaire, de rendre un avis sur le caractère arbitraire de la privation de liberté. En l'espèce, il est d'autant plus important que le Groupe de travail rende un avis que la personne visée n'a pas été libérée mais aurait été expulsée du pays en violation de la loi espagnole, qui lui reconnaît le droit de former un recours, que les actions des agents de l'État l'ont empêché de former. En outre, il est difficile de considérer l'expulsion du pays comme une forme de remise en liberté.

19. Les faits exposés aux paragraphes 17 et 18 permettent de considérer que la privation de liberté de M. El Hadj est arbitraire et relève de la catégorie III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail, compte tenu de la gravité de l'atteinte aux normes garantissant le droit à une procédure régulière qui a été commise. La privation de liberté relève également de la catégorie IV des critères applicables étant donné que M. El Hadj était un migrant et n'a pas pu former de recours judiciaire ou administratif pour contester sa détention. En outre, cette affaire relève aussi de la catégorie V des critères applicables car la privation de liberté de M. El Hadj a constitué une discrimination en ce qu'elle était motivée par son origine nationale, ethnique et sociale, et niait l'égalité foncière de tous dans la reconnaissance et l'exercice des droits de l'homme.

#### **Avis et recommandations**

20. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant:

La privation de liberté de M. El Hadj est arbitraire et relève des catégories III, IV et V des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

21. Compte tenu du fait que l'intéressé a sans doute été expulsé, le Groupe de travail recommande au Gouvernement espagnol d'accorder à M. El Hadj une réparation proportionnée au préjudice qu'il a subi.

22. Sans préjudice de ce qui précède, le Groupe de travail décide de porter l'affaire à l'attention du Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants.

*[Adopté le 30 août 2012]*